

Le Courriel d'information

n°336 – Vendredi 31 mai 2002.

FAIRE DU COMMERCE.

Dans ce numéro

Réunion secrète à Bruxelles mise sous les projecteurs par des activistes

Par Erik Wesselius. Corporate Europe Observatory.

Le monde de l'entreprise discute avec les experts de l'Union Européenne sur les négociations de l'OMC

Bruxelles 28 mai 2002 - Des activistes d'organisations (ATTAC, Friends of the Earth, World Development Movement, Corporate Europe Observatory, Oxfam Solidarité, 11.11.11) venant de divers pays Européens ont conduit une action près du Résidence Palace à Bruxelles contre l'influence grandissante de l'industrie du service Européen sur l'enjeu Européen lors des négociations internationales sur l'Accord Général sur le Commerce des Services (ACGS). Ces négociations sont tenues dans le cadre de l'OMC.

Malgré une préoccupation grandissante sur les conséquences possibles pour les citoyens et l'environnement, pour l'Union Européenne l'enjeu est surtout axé sur les intérêts du monde de l'entreprise. Les activistes, membres de 'Attac Vlaanderen', '11.11.11', 'Oxfam-Solidarité', 'World Development Movement', 'Friends of the Earth' et 'Corporate EuropeObservatory', considèrent cela comme une suite directe de la collaboration étroite entre les lobbies des services et les négociateurs Européens de l'ACGS. Ils plaident donc que les représentants de pouvoir public ne prennent plus part à des réunions tel que celle organisée hier à Bruxelles. En plus les activistes exigent un



examen total et transparent sur les préparations des négociations sur l'AGCS par l'Union Européenne.

La réunion au Résidence Palace était organisé par le European Services Forum (ESF), l'organisation lobby de l'Industrie des Services Européens. Les invités étaient des représentants de la Commission Européenne (Directorat Général du Commerce) et les membres du 'Comité 133': des représentants des gouvernements de l'Union Européenne qui jouent un rôle important lors de la préparation de la politique du Commerce Extérieur de l'Europe. La réunion secrète avait lieu en avant-soirée d'une réunion normale du 'Comité 133' le mercredi 29 mai.

On s'attend à ce que durant cette réunion des conclusions importantes soient prises sur les propositions de négociations de l'Union Européenne à 29 pays, divulgués récemment. Dans ses propositions l'Union Européenne demande à ces pays des engagements fermes pour ouvrir (plus largement) leur marchés des services. La révélation et la publication de ces propositions de négociations, il y a un mois, a fait beaucoup de bruit au niveau international. Les propositions contiennent des demandes de libéralisation dans les secteurs de l'énergie, de la poste et de l'eau. La demande de libéralisation de ces secteurs est dans l'Union Européenne (en tant que partie de la politique de marché interne) pour le moins très discutable.

La Commission Européenne aurait voulu que ces documents n'aient pas été divulgués, même après leur approbation par le 'Comité 133'. Peu après la publication des documents, Mr. Pierre Defraigne, le directeur du Cabinet de Commissaire du Commerce Mr. Pascal Lamy, annonçait encore que les propositions de négociations 'ne peuvent et ne seront pas rendues publiques'. Cette règle du secret ne semble pas compter pour l'industrie, remarquait le 'Corporate Europe Observatory' d'Amsterdam, un groupe de recherche et d'action qui s'intéresse sur l'influence politique du monde de l'industrie Européenne.

Rappelant les règles Européennes concernant la transparence de gouvernement, le 'Corporate Europe Observatory' a pu mettre la main sur des documents prouvant nettement que la Commission Européenne a préparé les documents dévoilés de concert avec les lobbies de l'industrie des services Européens. Ainsi le chef de la division 'commerce des services' du Directorat Général du Commerce de la Commission Européenne, João Aguiar Machado, écrivait en octobre 2001 au directeur de 'European Services Forum': "Nous accueillerons avec plaisir l'apport de l'industrie lors de l'ébauche des propositions de négociations, tant pour nous aider à voir ou les problèmes résident que où les ouvertures des marchés sont souhaitées. Sans l'apport de 'European Services Forum' ce travail ne resterait qu'un exercice de style... ". En janvier 2002, la Commission rappelait à 'l'European Services Forum' que "l'apport du European Services Forum est souhaité en les plus brefs délais, parce que nous enverrons prochainement les propositions aux Etats Membres".

Ces lettres démontrent qu'une possibilité a été créée pour le monde industriel d'influencer sur le contenu des propositions de négociations de la Commission Européenne avant même que les Etats membres de l'Union Européenne aient pu voir ces propositions. En plus de ces pratiques pour le moins douteuses, s'ajoute le fait que la Commission Européenne néglige conséquemment les inquiétudes des syndicats et autres organisations sociales. La Commission se défait de ces inquiétudes comme étant non-fondées et exagérées et refuse de s'engager sérieusement sur les demandes de faire une évaluation sur le conséquences des accords ACGS existants.

Bien sur qu'il est utile et justifié que les autorités consultent le monde industriel pour la préparation de négociations de commerce. Mais si de telles consultations ne sont pas transparentes pour les parlements et les organisations sociales, et si, de plus, les autorités écoutent mieux et plus longuement ce que le monde industriel lui chuchote, cela devient une recette pour une politique commerciale qui n'est pas au service du public mais en premier lieu axée sur le monde industriel.

Avec leurs calicots et leur slogans les activistes anti-ACGS ont voulu ouvrir les fenêtres de cette arrière-pièce dans le Résidence Palace. Il faut immédiatement mettre fin à la position privilégiée du monde industriel. A la place toutes les composantes sociales doivent avoir un apport équilibré pour la formulation de la politique de commerce internationale de l'Union Européenne.

Notre monde n'est pas à vendre. Un autre monde est possible.

(rapporteur) Erik Wesselius Corporate Europe Observatory



Les documents de négociation divulgués et les lettres de la Commission Européenne au European Services Forum cités dans cet article peuvent être consultés sur : www.gatswatch.org

Contact pour cet article. erik@corporateeurope.org

Réponse d'Oxfam à l'article de Walden Bello, " Faire du commerce équitable "

Par Oxfam
Traduction : Jean-Pierre Schermann. Traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org (*)

Note : Nous ne disposons de l'article de Walden Bello que dans sa version originale qui a été publiée entre autre dans Sand in the Wheels n°126 que vous pouvez retrouver sur http://attac.org/indexen sous le titre « What's Wrong With the Oxfam Trade Campaign »

Cette note est une réponse à un article de Walden Bello, membre de Focus on the Global South, à propos de la campagne d'Oxfam sur le commerce – " Faire du commerce équitable " –, qui a été publié entre autres dans la Newsletters n° 126 du 1er mai sous le titre : " Qu'y a-t-il d'erroné dans la campagne d'Oxfam sur le commerce ? ".

Oxfam tient le travail de Walden Bello en haute estime. Il a joué un rôle central dans la remise en cause de la légitimité des institutions mondiales, qui placent le profit des entreprises et l'intérêt personnel des gouvernements du Nord au-dessus des impératifs de réduction de la pauvreté. Nous reconnaissons aussi l'énorme contribution apportée par Focus, qui mobilise pour faire changer les choses. Dans sa critique de la campagne d'Oxfam, Walden Bello conclut en remarquant que " c'est seulement à travers le débat et le dialogue entre partenaires et alliés que nous pouvons aller de l'avant ". Cette réponse est écrite dans cet esprit.

1. Le point de départ de la campagne d'Oxfam

Lors d'un débat précédent avec Philippe Legrain, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Walden Bello a écrit : " Le commerce peut être bénéfique ou néfaste pour le développement national, tout dépend des règles qui le guident ". Nous partageons ce point de vue. Comme le montre clairement notre rapport de campagne, " Règles truquées et doubles mesures ", nous pensons que le commerce a la possibilité d'agir en faveur d'une réduction de la pauvreté.

Nous continuons d'affirmer que ce potentiel n'est pas mis en œuvre précisément parce que les règles sont définies pour favoriser les riches et marginaliser les pauvres. Nous soulignons le rôle des pays du Nord et des compagnies transnationales dans la création d'un système de règles et d'institutions du commerce mondial qui avantage et désavantage systématiquement. Nous mettons en avant un argument pour changer les règles. Cet argument repose sur une proposition que certains rejettent : c'est que les marchés internationaux, tout comme les marchés nationaux, peuvent être organisés de façon à servir les pauvres en défiant les rapports de force existants. Au niveau mondial, cela signifie défier la domination actuelle des prescriptions du Fonds monétaire international (FMI), de l'OMC et de la Banque mondiale. Au niveau national, cela signifie entreprendre des réformes de redistribution.

À aucun endroit du rapport nous ne prêchons en faveur de modèles néo-libéraux de croissance tirée par les exportations, encore moins en faveur de prescriptions de libre échange dans les pays en voie de développement (PED). En fait, nous disons clairement que l'accroissement des exportations au sein de la mondialisation a accru les inégalités. Nous ne prétendons pas non plus que l'accroissement des exportations soit un substitut aux stratégies de réduction de la pauvreté. Il serait visiblement absurde de prétendre qu'un pays comme le Brésil peut utiliser le commerce pour réduire la pauvreté en l'absence de changements fondamentaux de la distribution des biens et des chances. Il serait également absurde de ne pas sanctionner des modèles d'exportation qui génèrent une destruction écologique. Néanmoins, pour des raisons exposées dans le rapport, nous croyons vraiment que les exportations peuvent jouer un rôle en faveur des stratégies de réduction de la pauvreté, à la fois en générant des emplois et en créant des conditions plus larges pour la croissance économique.

2. L'accès aux marchés

Une bonne part de la critique de Focus est fondée sur une mauvaise lecture de la campagne d'Oxfam. Dans le paragraphe d'ouverture, Walden Bello déclare que la campagne d'Oxfam est " une campagne mondiale pour promouvoir un accès plus étendu des produits des PED aux marchés des pays du Nord ". Ceci est faux. L'accès aux marchés n'est que l'un des thèmes qui sont abordés.

Comme le montre clairement notre rapport, la campagne d'Oxfam a pour but de défier – et de changer – les règles du commerce mondial dans un grand nombre de situations. Nous appelons à des réformes des accords TRIPS dans le cadre de l'OMC. Avec d'autres, Oxfam s'est toujours élevé contre les abus de pouvoir des entreprises et les intérêts égoïstes des gouvernements, qui se servent eux-mêmes grâce à cet accord. Comme Focus, nous rejetons aussi la possibilité d'utiliser l'OMC pour ouvrir les marchés aux investisseurs étrangers, libéraliser les marchés ou forcer les pays à négocier un train de nouveaux sujets – incluant la politique de mise en compétition et d'achat de fournitures – à l'ordre du jour de l'OMC.

Un des thèmes majeurs de la première année de la campagne sera la crise des marchés des matières premières, au sujet de laquelle nous plaidons en faveur de mécanismes internationaux pour stabiliser les prix à de meilleurs niveaux de rémunération. Un chapitre entier du rapport est consacré à la critique des conditions de prêts du FMI et la Banque mondiale en vue d'imposer la libéralisation des importations dans les PED. Un autre thème majeur de la campagne est de prohiber l'exigence de telles libéralisations comme préalable à l'obtention de prêts.

Cela dit, nous ne présentons aucune excuse pour le fait d'attacher de l'importance à l'amélioration des conditions d'accès aux marchés. Le protectionnisme des pays du Nord est le plus excessif et arbitraire précisément dans les domaines – textiles et agriculture en particulier – où les pays développés en général et les pauvres en particulier cherchent à gagner le plus possible. La libéralisation de ces secteurs a biaisé massivement les bénéfices du commerce international en direction du monde industrialisé. Nous pensons qu'il est essentiel d'insister sur le problème du protectionnisme des pays du Nord, non pas en tant que cause primaire ou exclusive de la pauvreté mais comme l'un des exemples les plus clairs du fait que le système de commerce international est corrompu et profondément détourné contre les économies pauvres. Les gouvernements des PED essaient d'utiliser les négociations sur le commerce pour redresser ce déséquilibre et nous soutenons sans réserve leurs efforts. Nous estimons indéfendables les résultat que les pays du Quad ont obtenus tels que leur départ progressif de l'accord multifibres ou de la réforme de l'agriculture. La campagne d'Oxfam continuera d'attacher une attention prioritaire à ces deux domaines.

3. L'agriculture orientée vers les exportations

Walden Bello cite une première réponse de Food First à la campagne d'Oxfam, avec laquelle il est apparemment d'accord, qui suggère que nous sommes en faveur du " paradigme de la croissance orientée vers les exportations ". Ils supposent manifestement que seule l'agriculture monopolistique bénéficierait de l'accès aux marchés du Nord. Est-ce que cela signifie que le monde industrialisé aurait le droit d'interdire des importations de riz en provenance du Vietnam et de Thaïlande, de thé venant d'Inde ou de sucre de Mozambique ?

Le véritable problème est que les gouvernements nationaux n'adoptent pas des politiques qui empêchent les structures monopolistiques d'émerger. Nous partageons les préoccupations de Food First sur la forme actuelle de la croissance des exportations agricoles dans les PED. Néanmoins, nous rejetons la mise en opposition simpliste des " cultures pour gagner de l'argent " et des " cultures pour nourrir ", et de la production pour les marchés domestiques et pour les marchés d'exportation. En fait, nous pensons que ce genre de dichotomie écarte l'attention des vrais problèmes des politiques nationales et des politiques des institutions internationales, qui assujettissent la distribution des bénéfices à la participation aux marchés. Après tout, le même modèle de croissance anti-pauvres qui empêche les pauvres de bénéficier des exportations apparaît dans de nombreux marchés domestiques. Il faut s'intéresser à ces déséquilibres au travers des politiques nationales qui favorisent l'emploi et la sécurité alimentaire dans les économies pauvres. Mais nous ne partageons pas avec Food First l'hypothèse que le modèle en vigueur est immuable ou l'hypothèse parallèle que les exportations de denrées alimentaires sont foncièrement nuisibles pour les pauvres.

4. Un avocat du groupe de Cairns ?

Selon Focus, Oxfam est désormais " un avocat de la société civile en faveur de la position du groupe de Cairns ". Ceci est faux. Nous rejetons catégoriquement la position du groupe de Cairns sur la libéralisation du marché. Comme nous le montrons en détail dans le rapport, tous les PED devrait garder le droit de protéger leurs systèmes alimentaires, pas seulement parce que la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté sont impératives en soi, mais aussi parce que les marchés mondiaux sont très


attac

lourdement faussés. C'est pourquoi nous avons rejoint d'autres mouvements en appelant à former " une boîte de développement ". Obtenir des règles qui respectent le droit des PED de protéger leur agriculture est une des principales priorités de la campagne, comme le spécifie notre rapport.

La critique de Focus sur la position d'Oxfam à propos de l'agriculture soulève une importante question tactique qui va au cœur d'un dilemme plus large auquel sont soumis les gouvernements des PED. Cette question est de savoir si, en entrant dans les négociations sur un meilleur accès aux marchés, les PED seront soumis à un marchandage inégal au terme duquel ils seront obligés d'ouvrir encore plus leurs propres marchés dans des secteurs tels que l'agriculture, la banque ou les services. Les dangers sont évidents et s'étendent bien au-delà de l'OMC. Néanmoins, le grand défi ici, comme le suggère Focus, est que les gouvernements du Sud et la société civile travaillent ensemble pour restreindre le champ et le mandat de l'OMC. Une campagne qui dénonce les gouvernants des pays riches comme des hypocrites menant un double jeu ne peut qu'aller dans ce sens. Il sera plus difficile pour ces gouvernants de pays riches de demander une seconde phase de libéralisation de la part des pays pauvres si l'on a montré qu'ils gardent leurs propres marchés bien fermés. Notre campagne a été développée dans cette voie.

5. Présentation déformée dans les médias

Dans un commentaire sur un rapport de presse durant le lancement de la campagne, Focus décrit comme " parfaitement compréhensible " un article du Washington Post décrivant Oxfam comme un membre du camp du marché libre. D'un point de vue équilibré et objectif, l'article en question déformait gravement la vérité, tout comme l'usage très sélectif des citations des dirigeants d'Oxfam. Le jour même où cet article est paru, Oxfam était condamné par le Herald Tribune en tant qu'opposant au marché et au libre échange et comme mouvement antimondialisation. Un autre article décrit le rapport de campagne comme étant " radicalement keynésien "...

Enfin, Walden Bello reproche à Oxfam de cataloguer le vaste mouvement contre la mondialisation pilotée par les entreprises de " mondialophobe ". En fait, nous disons clairement que nous ne faisons pas ici allusion à une partie significative des mouvements pour un commerce plus juste et contre la mondialisation néolibérale (à laquelle nous appartenons), mais à des sortes de petits groupes politiques, principalement dans les pays industrialisés, qui sont fondamentalement opposés au commerce avec les PED. Certains de ces groupes sont d'extrême droite, tandis que d'autres représentent une minorité extrémiste en faveur de l'autarcie.

Nous avons reçu de très nombreux commentaires à propos du " Rapport sur le commerce " durant ces dernières semaines. Certains d'entre eux ont été très provocateurs mais nous apprécions le débat qui a été suscité. Les forces contre lesquelles nous nous élevons sont extrêmement puissantes et c'est seulement en bâtissant ensemble nos positions et nos stratégies que nous avons une chance de faire véritablement changer les choses. Nous espérons que les débats qui ont lieu aujourd'hui à travers nos réseaux de par le monde aideront à bâtir un mouvement plus puissant en faveur de la justice sociale.

Oxfam. www.oxfam.org.uk
Contact pour cet article : bbuell@Oxfam.org.uk

Les exportations à tout prix : la recette du libre échange proposée par Oxfam pour le tiers-monde

Par Vandana Shiva
Traduction : Jean-Max Boyer. Traducteurs bénévoles coorditrad@attac.org (*)

Le rapport d'Oxfam International intitulé " Des règles manipulées et des normes différenciées " concernant le commerce, la mondialisation et la lutte contre la pauvreté est une tentative audacieuse de combiner deux paradigmes. Cependant, quand deux paradigmes sont incommensurables, les associer ne peut que déboucher sur une analyse schizophrénique.

Oxfam International tente, de manière infructueuse, de combiner deux paradigmes sur la mondialisation : l'un qui donne la préférence à la démocratie, l'autre au commerce et au marché. Le premier paradigme est basé sur les principes de justice, de démocratie, de souveraineté et de durabilité. Il est porté sur des modes divers par le mouvement antimondialisation, qui dénonce les distorsions et les injustices des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et de la Banque mondiale (BM) concernant les programmes de libéralisation du commerce – le second paradigme, qui est soutenu par ces institutions.


attac

Le premier paradigme resitue les relations commerciales au sein de politiques plus fondamentales basées sur les droits des populations, la participation des citoyens et la durabilité écologique. Le second paradigme démantèle la démocratie, la souveraineté des peuples et la durabilité du développement, et place les politiques commerciales au-dessus de toutes les autres politiques économiques. En détachant les relations commerciales de leur contexte social et écologique, il porte atteinte à la cohésion sociale et à l'intégrité des systèmes écologiques. Il génère de la pauvreté en détruisant ce qui constitue la trame de la sécurité économique et écologique.

Le rapport d'Oxfam reprend à 90 % les critiques formulées par le mouvement antimondialisation, bien qu'il évite de reconnaître sa dette vis-à-vis de celui-ci et tente même de le ridiculiser en le traitant de " mondialophobe ". Or le mouvement antimondialisation n'est pas " mondialophobe " ; il est fondé, au contraire, sur l'internationalisme et la solidarité. Ce contre quoi il lutte, ce sont des règles du libre échange, qui ne sont pas assujetties à la morale, à la justice, à la démocratie et aux contraintes écologiques. Oxfam, apparemment, s'oppose à ces " règles du jeu perverties ", sauf quand il s'agit de l'accès aux marchés et du commerce des produits agricoles, traité au chapitre 4. Dans ce chapitre, qui débute par les assertions classiques de l'OMC et de la BM, la libéralisation du commerce et la déréglementation des marchés deviennent l'alpha et l'oméga de toute politique économique.

Le commerce peut constituer un moteur puissant de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Mais pour que ce moteur fonctionne, les pays pauvres doivent accéder aux marchés des pays riches. Élargir cet accès aux marchés peut aider ces pays à accélérer leur croissance, tout en créant de nouvelles opportunités pour les plus pauvres. Cela est particulièrement vrai pour les produits agricoles et ceux ayant un fort contenu de main-d'œuvre car ces secteurs concentrent la plus grande partie des populations situées en dessous du seuil de pauvreté.
L'accès aux marchés apparaît ainsi comme la potion magique susceptible d'exterminer la grande pauvreté.

Mais l'accès aux marchés n'est qu'une autre façon de désigner le développement tiré par les exportations. Après tout, le commerce est la relation entre les pays exportateurs et les pays importateurs. En ne mettant l'accent que sur l'accès aux marchés des pays riches, Oxfam rend invisible les coûts économiques, sociaux et écologiques que génèrent, dans les pays du tiers-monde, des politiques agricoles obsédées par la question des exportations. Alors que cette théorie de l'accès aux marchés laisse entendre que les pays riches sont appelés à consentir un certain sacrifice, en réalité, ce sont les pauvres dans les pays pauvres qui feront le sacrifice.

L'accroissement des exportations agricoles et l'accès aux marchés impliquent également un accroissement de la consommation dans des pays où celle-ci présente déjà un caractère non durable, puisant dans les ressources limitées de la planète au-delà de sa capacité de renouvellement. Combien de chemises et de jeans les riches consommateurs peuvent-ils porter, combien de haricots verts et de fraises supplémentaires peuvent-ils manger ?

Oxfam passe aussi sous silence le fait qu'en matière agricole, une consommation plus élevée dans les pays riches a pour contrepartie une baisse de la consommation des produits de base dans les pays pauvres, accroissant ainsi leur pauvreté. Comme l'activité agricole est basée sur la terre, l'eau et la biodiversité et que la disponibilité en terre et en eau est limitée, des politiques agricoles tournées vers les exportations détruiront mécaniquement l'agriculture vivrière à destination de la consommation locale. La prédominance des exportations détourne des ressources naturelles afin de produire des produits de luxe à bas prix pour les consommateurs riches des pays riches. Elle transfère également la maîtrise des ressources des petits paysans et des pêcheurs vers les entreprises de " l'agro-industrie ", détruit les ressources de base à travers un processus non durable et, de ce fait, la subsistance des petits producteurs, créant de la pauvreté au lieu de l'éliminer.

Tous les pays du tiers-monde sont sollicités par la BM afin de réorienter leur agriculture vers les produits d'exportation, en particulier la viande, les produits de la mer, les fleurs et les légumes. La recette d'Oxfam n'est que la vieille recette de la BM de priorité aux exportations. La seule différence, c'est qu'Oxfam la désigne sous le jargon de l'OMC " d'accès aux marchés ", alors que la BM parle de libéralisation du commerce et de réformes économiques.

Premièrement, cette politique détourne les ressources rares que sont l'eau et la terre au profit des marchés d'exportation et au détriment de la satisfaction des besoins locaux, créant



attac

ainsi un terrain favorable à la famine pour les communautés les plus vulnérables et les plus marginalisées. C'est ce qui apparu pendant la colonisation, et c'est ce qui apparaît dans le cadre de la mondialisation recolonisatrice. Comme l'a montré Utsa Patnaik, un économiste indien réputé, sous l'occupation britannique la consommation annuelle de céréales par habitant est passée de 200 kg en 1918 à 150 kg en 1947. Les récoltes des céréales non alimentaires ont crû dix fois plus vite que les céréales alimentaires pour fournir les marchés à l'exportation. La grande famine du Bengale, qui a tué deux millions de personnes, en a été la conséquence. À Java, sous l'occupation hollandaise, les cultures d'exportation ont crû de 600% pendant que la consommation de riz chutait de 1999 kg/cop en 1885 à 162 kg/cop en 1940.

Cette relation inverse entre la croissance des exportations et la baisse de la consommation alimentaire locale et nationale a bien été mise en évidence à l'occasion des plans d'ajustement structurel de la BM. Au Nigeria, en Éthiopie, au Soudan, en Tanzanie et au Zaïre, qui comptent 60% de la population de l'Afrique subsaharienne, la production céréalière par tête a chuté de 33% et la production alimentaire totale par tête a chuté de 20%. Tous ces pays voyaient dans le même temps croître leur production agricole d'exportation par tête.

Oxfam, qui à l'origine était une organisation d'aide alimentaire d'urgence, semble avoir oublié ses racines. Pas une seule fois les questions de la famine et des droits alimentaires ne sont abordées dans le chapitre sur les cultures d'exportation.

La deuxième remarque, c'est que le chiffre de 100 milliards de dollars de revenus supplémentaires pour les pays exportateurs recèle des coûts cachés pour les écosystèmes locaux et les moyens de subsistance des paysans et des pêcheurs qui sont déplacés par les grandes sociétés travaillant pour l'exportation, en mettant en œuvre des moyens à l'opposé des principes du développement durable pour maximiser leurs profits. Dans le secteur convoité de la viande, des fleurs et des crevettes, pour chaque dollar de revenu touché par ces entreprises, il existe un coût caché de 10 dollars en termes de dégradation écologique et de communautés locales ruinées. Le chiffre magique d'Oxfam de 100 milliards de dollars d'accroissement des revenus liés aux exportations cache ainsi 1000 milliards de dollars en coûts sociaux et écologiques déstructurant les communautés locales, laissant celles-ci encore un peu plus pauvres. C'est pourquoi, localement, des protestations s'élèvent contre chaque ferme aquacole, chaque plantation de fleurs, chaque abattoir.

Les secteurs exportateurs qui sont les plus soutenus dans le cadre des politiques de libéralisation du commerce sont l'aquaculture, la floriculture et l'élevage. Selon l'idéologie convenue du libre échange, les revenus d'exportation tirés de l'élevage des crevettes, de la culture des fleurs et de l'élevage devraient financer les importations alimentaires. Par conséquent, il serait exagéré d'affirmer que le détournement de capacités productives au détriment de la consommation locale et au profit de la production d'aliments de luxe pour les consommateurs opulents du Nord constitue un échec. Cependant, en Inde, l'aquaculture, la floriculture et l'élevage pour l'exportation sont une forme de développement ni durable, ni même efficace. Dans chaque cas, les produits alimentaires mis sur les marchés d'exportation ont occasionné une destruction d'autres produits alimentaires en quantité supérieure, par détournement des ressources et destruction des écosystèmes. Dans le cas de l'exportation de fleurs, l'Inde a dépensé l'équivalent de 1,37 milliard de roupies en devises pour faire la promotion de sa floriculture, laquelle n'a rapporté que 0,32 milliard de roupies. Avec les revenus issus des exportations de fleurs, l'Inde ne peut acheter que le quart des produits alimentaires qu'elle aurait pu produire elle-même.

Notre sécurité alimentaire a par conséquent diminué de 75%, et la fuite de devises s'est accrue de plus d'un milliard de roupies. Dans le cas de l'exportation de viande, pour chaque dollar gagné, l'Inde détruit l'équivalent de 10 dollars de ressources, correspondant à des fonctions écologiques assurées par les animaux de ferme dans le cas d'une agriculture durable. Le bétail en Inde est une source de fertilisants organiques et d'énergie renouvelable. Quand on l'abat pour l'exportation, ces services essentiels fournis gratuitement par le bétail doivent être remplacés par des fertilisants chimiques et de l'énergie fossile, accroissant ainsi les sorties de devises et contribuant au réchauffement climatique.

Dans le cas de l'abattoir Al Kabeer, situé dans l'Andhra Pradesh, l'État aurait pu économiser l'équivalent en devises de 360 millions de roupies pour le premier lot d'animaux qui y fut abattu. En tenant compte du fait qu'ils auraient

pu vivre au moins cinq années supplémentaires, ils auraient pu faire réaliser une économie en devises de 360 x 5, soit 1,8 milliard de roupies. En poursuivant le raisonnement, si tous les animaux destinés à l'abattage à Al-Kabeer, disons pendant cinq ans, allaient au terme de leur existence normale, ils pourraient nous faire économiser 182,05 x 5 = 910 milliards de roupies en devises. Cela signifie que, face aux 200 millions de roupies attendues de l'abattoir d'Al-Kabeer, l'État pourrait économiser 9,1 milliards de roupies en devises.

Dans le cas des crevettes, chaque roupie de revenu généré par l'exportation a impliqué un coût supérieur à 5 roupies, équivalent aux atteintes écologiques portées aux systèmes aquatiques, à la biodiversité, à l'agriculture et aux zones de pêches. L'élevage industriel de la crevette détruit 200 fois plus d'espace que la seule surface des bassins, compte tenu de la salinisation des eaux souterraines, de la pollution des eaux littorales, de la destruction de l'agriculture et des mangroves. Au regard de chaque emploi créé, 15 emplois de subsistance sont détruits. Nous détruisons davantage de production alimentaire en détruisant l'agriculture familiale et des pêcheries que nous ne pouvons en acheter grâce aux revenus générés par l'exportation de la crevette en élevage industriel. Par ailleurs, ces revenus d'exportation vont aux emplois industriels bien payés, alors que le prix des destructions est payé par les paysans et les pêcheurs pauvres. Ainsi, notre société paye un coût, en termes d'insécurité alimentaire et de désastre écologique, supérieur aux revenus qu'elle retire des exportations de produits de luxe tels la crevette, les fleurs ou la viande.

Les agriculteurs de l'Andhra Pradesh luttent contre " Vision 20/20 ", une politique de promotion des exportations qui ne fait aucune place aux petits exploitants, mais considère l'agriculture comme l'activité des sociétés de " l'agro-industrie ".

Enfin, un dernier point : la libéralisation tournée vers l'exportation est une mauvaise chose pour l'exportation. Non seulement les populations et l'environnement sont les perdants d'un régime commercial déréglementé, mais les exportations elles-mêmes en pâtissent. L'Inde, connue comme la reine du poivre, qui attira des vagues de colonisateurs, ne peut plus en exporter à cause d'une concurrence tirant les prix vers le bas. De plus, la dévaluation compétitive des monnaies nationales oblige les pays à exporter des quantités toujours plus grandes de denrées pour des revenus sans cesse décroissants. Ainsi, une augmentation des exportations ne signifie pas forcément une augmentation des revenus, ruinant ainsi la thèse centrale du rapport d'Oxfam qui veut qu'une augmentation des exportations mondiales de 1% génère 100 milliards de dollars. Même si certains pays doublaient leurs exportations en volume, ils n'en tireraient pas des revenus supplémentaires en devises à cause de la dégradation des termes de l'échange.

Changer les termes de l'échange implique des changements structurels dans l'économie mondiale, ceux que justement le mouvement antiglobalisation appelle de ses vœux. Dans le cadre de ce changement structurel, le commerce international n'est plus le moteur de la croissance. Le Bengale Occidental a accru la productivité de son agriculture et sa croissance non pas grâce à l'exportation, mais grâce à une réforme agraire. Mettre les ressources disponibles entre les mains de la population et garantir aux petits producteurs l'accès aux marchés locaux, voilà la voie la plus sûre, la plus durable et la plus intégrante pour faire reculer la pauvreté. Les petits producteurs ont besoin d'accéder aux marchés locaux qui se délitent parce que les multinationales y écoulent des produits à des prix fixés artificiellement bas par des subventions et que les importations ont été déréglementées.

En sortant les relations commerciales de leur contexte, l'Oxfam est devenu aveugle au fait que les politiques nationales de développement tiré par les exportations font passer les pays d'un système privilégiant l'alimentation des populations à un système privilégiant les exportations. L'agriculture est en train de passer d'un système paysan employant des millions de personnes à un système concentré entre les mains de quelques firmes agro-industrielles, où les ressources naturelles ne sont plus la propriété des communautés locales au service de leur subsistance et de leur bien-être, mais exploitées par des entreprises pour satisfaire la consommation de luxe des pays riches.

Voilà donc les questions que l'Oxfam passe sous silence (le rapport n'évoque jamais les petits paysans et ne parle que de producteurs – on n'y parle pas d'agriculture durable, mais seulement d'accès aux marchés), alors qu'il est désormais bien établi que le meilleur moyen d'accroître les revenus des paysans, c'est de remplacer les intrants extérieurs par des intrants locaux.

Ce sont ces questions qui sont au cœur du débat international concernant l'agriculture et

attac

l'alimentation. Partout, les gens demandent que l'agriculture soit réinscrite dans un fonctionnement écologique, dans une culture et dans la satisfaction des besoins fondamentaux. Des groupes travaillent pour revivifier les petits agriculteurs, assurer leur défense et conforter les marchés locaux. C'est de cette manière que la justice s'accomplira dans les relations commerciales, et non pas à travers les faibles échos de la BM ou les chœurs vantant " l'accès aux marchés " à la Zoellick-Lamy – un bien modeste chœur qu'Oxfam a rejoint comme jeune apprenti. Oxfam parle d'une " mondialisation incluante ", mais le projet même de la mondialisation économique est un projet d'exclusion économique et politique. Le génocide du Gujarat et l'essor de Jean-Marie Lepen en France sont autant de signes de politiques élaborées sous l'emprise de la mondialisation économique et qui ont détruit des moyens de subsistance, des emplois, des ressources et des cultures. Oxfam, comme d'autres partisans de la mondialisation, qualifie d'isolationnisme le fait de vouloir bâtir des économies locales et nationales fortes et réactives. Mais ce sont les fondements de la sécurité économique, et de ce fait, le seul antidote à la xénophobie et au fondamentalisme des forces de la haine et de l'isolement. L'insécurité générée par la mondialisation est un terreau fertile pour l'émergence de fascismes isolationnistes. La mondialisation nourrit l'isolationnisme, l'exclusion sociale et l'éclatement des sociétés. Au contraire, les économies locales fortes intègrent les communautés en générant une sécurité globale et en renforçant les cultures qui incluent. L'équation est claire : mondialisation = insécurité + exclusion ; démocratie économique + développement local = sécurité et inclusion.

Oxfam rêve de construire un mouvement en faveur d'une réforme du système commercial international, aussi puissant que le fut le mouvement anti-apartheid. Pour cela, Oxfam devra cheminer à côté des mouvements populaires et tirer d'eux son engagement et sa légitimité.

Oxfam est donc confronté à un choix : militera-t-il pour un commerce mondial régi par les principes de paix, de justice et de développement durable ou deviendra-t-il une petite voix cooptée par les avocats du libre échange dominant ?

Mettra-t-il la paix et la sécurité des peuples au-dessus des relations commerciales ? Fera-t-il passer en priorité l'intérêt des peuples ou celui du commerce mondial ? La nourriture d'abord ou les exportations d'abord ? Ira-t-il jusqu'au bout du combat pour un changement structurel et une transformation des règles régissant le commerce international et du paradigme de libre échange ?

Vandana Shiva dirige la Research Foundation for Science, Technology and Natural Resource Policy, un réseau de chercheurs spécialisé en développement et en agriculture durables. Elle est également conseillère en écologie au Third World Network, un mouvement dont l'objectif est de donner la parole aux peuples du tiers-monde et de rechercher une répartition des ressources mondiales conforme à la justice et au développement durable.

Contact pour cet article : vshiva@giasdl01.vsnl.net.in - http://www.vshiva.net/

Une semaine économique vue des Etats-Unis

Par Dean Baker, co-directeur du 'Center for Economic and Policy Research'
Traduction : Carole Collinet. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.(*)

A- Toute l'histoire ?
Steven Pearlstein, Washington Post, 12 mai 2002, page H1

Cet article présente la façon dont les bilans financiers des groupes continuent à dissimuler des informations importantes sur la santé des entreprises. Il donne l'exemple de grandes sociétés qui présentent des bilans trompeurs à la clôture de leur exercice comptable.

B- Y aura-t-il une rechute en Californie ?
Reportage : Neela Banerjee, David Barboza, Richard A. Oppel Jr et Joseph Kahn, rédaction : Joseph Kahn, New York Times, 12 mai 2002, section 3, page 1

Cet article examine la capacité des législateurs à empêcher les diverses formes de manipulations du marché qu'Enron et d'autres "traders" ont exploitées avec succès lors de la crise énergétique en Californie. Il précise qu'il est possible que ces législateurs n'aient pas les moyens d'éviter que des schémas similaires se reproduisent dans le futur.

C- Une société hors de tout soupçon fait la promotion de médicaments dans les cabinets médicaux



Melody Petersen, New York Times, 12 mai 2002, page C1

Cet article évoque les poursuites judiciaires engagées contre Warner-Lambert, un grand laboratoire pharmaceutique. Il présente des documents figurant dans le dossier qui indiquent que les représentants de la société intervenaient lors de consultations médicales pour promouvoir auprès des patients les médicaments de la société pour des traitements n'ayant pas obtenu l'agrément de l'administration en charge de la santé publique (la Food and Drug Administration).

D- LE BUDGET DE LA CALIFORNIE EN CRISE

La Californie stupéfaite de découvrir un trou de 20 milliards de dollars dans son budget
James Sterngold, New York Times, 12 mai 2002, section 1, page 12

Cet article présente l'état de crise actuel du budget californien. L'État prévoit pour l'année fiscale en cours un déficit de 20 à 25 milliards de dollars, soit plus du quart de son budget annuel qui est de 80 milliards. Selon l'article, ce déficit serait principalement dû à une chute brutale des revenus perçus par l'État sur les plus-values boursières, chute liée à l'effondrement de la bulle spéculative sur les valeurs technologiques.

L'article présente les commentaires du contrôleur du fisc et du directeur financier de l'État, qui laissent entendre que cet effondrement des recettes n'était pas prévisible. Il cite, par exemple, les propos du contrôleur selon lequel " tout le monde a été pris par surprise ". L'article informe également ses lecteurs que "les prévisions boursières n'entrent pas dans les attributions des fonctionnaires ".

Dans les faits, ces prévisions entrent bien dans les attributions des agents de l'État. C'est d'ailleurs ce qu'ils font quand ils établissent des prévisions de recettes. Comme le précise l'article, les prévisions budgétaires tablaient sur des rentrées d'argent importantes grâce aux taxes sur les plus-values boursières. L'État n'aurait perçu ces revenus que si les spéculations sur les valeurs technologiques s'étaient poursuivies en 2001, ce qui signifie que les fonctionnaires du budget avaient effectivement prévu la poursuite de ce mouvement spéculatif.

Cette prévision s'est révélée fausse, avec des conséquences désastreuses. Contrairement aux déclarations des fonctionnaires du budget, l'éclatement de la bulle spéculative sur les valeurs technologiques, et la diminution des revenus sur les plus-values boursières en découlant, étaient des événements tout à fait prévisibles, que de nombreuses personnes ont effectivement prévus (voir Budget Byte [http://www.cepr.net/Bytes/cbo_budget_byte010131.htm] et la lettre à Dan Crippen [http://www.cepr.net/Dean%20CBO%20letter.htm]). La plupart des gens qui travaillent, qu'ils soient enseignants, infirmières, gardiens ou plongeurs, ont de fortes chances de perdre leur emploi quand ils commettent une faute grave. Selon l'article, il ne semble pas que les personnes responsables de ces prévisions budgétaires erronées aient dû rendre des comptes. En fait, l'article précise qu'ils n'ont même pas été obligés de reconnaître leur erreur.

E- DEREGLEMENTATION DANS LE SECTEUR DE L'ELECTRICITE

Les géants du nucléaire ont du mal à trouver des fonds pour de nouvelles usines
Alex Berenson, New York Times, 16 mai 2002, page C1

Cet article instructif évoque les problèmes auxquels de nombreuses sociétés travaillant dans le nucléaire sont actuellement confrontées pour obtenir les capitaux nécessaires à la construction de nouvelles usines de production. L'article explique que beaucoup d'entre elles se sont lancées dans des pratiques commerciales douteuses ou ont utilisé des artifices comptables tout aussi douteux, et qu'en conséquence les investisseurs sont assez réticents à leur faire confiance et leur accorder de nouveaux prêts.

Il évoque aussi l'important mouvement de déréglementation de l'industrie électrique qui a débuté dans les années 1980. Il attribue ce phénomène aux positions défendues par des experts industriels et de gros consommateurs d'énergie, selon lesquels le "système réglementé avait échoué". Il est important de noter que le système réglementé avait explicitement pour mission d'alimenter en électricité les petits consommateurs, c'est-à-dire les particuliers et les petites entreprises, aux dépens de consommateurs plus importants. Le législateur était bien conscient qu'il était possible d'alimenter les gros consommateurs à un coût moindre que celui qu'ils devaient payer. Mais cette structure avait été mise en place en raison d'un choix politique qui estimait souhaitable que les petits consommateurs puissent bénéficier de l'électricité à un coût moindre.



L'existence de ce mode de distribution qui les contrariait a incité les gros consommateurs à œuvrer pour la mise en place d'une déréglementation, quelle que soit leur appréciation de l'efficacité du système réglementé. Les systèmes déréglementés éliminent ce mode de distribution et fournissent de l'électricité bon marché aux gros utilisateurs, même si cela augmente les prix pour les particuliers et les petites entreprises.

F- CROISSANCE DE LA PRODUCTIVITE

Les entreprises ont augmenté leur production en avril
John M. Berry, Washington Post, 16 mai 2002, page E1

Cet article évoque la publication par le Federal Reserve Board des chiffres relatifs à la production industrielle en avril. L'article note ainsi que la production industrielle a augmenté en avril alors que les heures réputées travaillées ont diminué. Il décrit cela comme "une indication que la productivité ne cesse de croître de façon importante".

Les heures travaillées et la production sont toutes deux mesurées de manière rudimentaire. Ce serait donc une erreur de tirer des conclusions d'un taux de croissance de la productivité calculé à partir de ces données. Par exemple, les chiffres du mois de mars montraient que le nombre d'heures travaillées dans l'industrie augmentait à un taux annuel de 8,1%, alors que la production s'accroissait de 5,2% par an. Ce qui signifierait que la productivité décline de 2,9% par an.

Il est peu plausible que la productivité se soit effondrée en mars et ait progressé rapidement en avril. L'explication la plus logique est que des erreurs de mesures ont conduit à une sous-évaluation de l'accroissement de la productivité en mars et à sa surévaluation en avril.

G- SUBVENTIONS AGRICOLES

Bush signe une loi prévoyant une augmentation importante des subventions agricoles
Mike Allen, Washington Post, 14 mai 2002, page A1

Marche arrière ; Bush signe une loi augmentant les subventions agricoles
David E. Sanger, New York Times, 14 mai 2002, page A16

Ces articles traitent de la nouvelle loi sur l'agriculture signée par le président Bush. Tous deux la décrivent comme assurant une forte augmentation des subventions agricoles. Ainsi, selon le Times, "la loi augmente les dépenses de presque 80% par rapport au coût des programmes existants". La nouvelle loi prévoit un montant annuel moyen de subventions agricoles de l'ordre de 19 milliards de dollars, soit un total de 190 milliards de dollars sur les dix prochaines années. Ces trois dernières années, les subventions aux agriculteurs ont représenté en moyenne un peu plus de 20 milliards par an. Environ la moitié de cette somme représente des mesures d'urgence, que le Congrès a acceptées du fait des graves difficultés financières auxquelles étaient confrontés les agriculteurs. Bien que la nouvelle loi augmente les subventions, par rapport à la dernière loi sur l'agriculture votée en 1996, d'environ 60% en tenant compte de l'inflation, elle va cependant diminuer les subventions si on la compare aux sommes actuellement payées.

Il est également utile de noter que les problèmes des agriculteurs ont été sérieusement aggravés par la forte valorisation du dollar. Ils obtiendraient des subventions de 20 à 30% supérieures sur la plupart de leurs récoltes si le dollar retrouvait un cours plus raisonnable.

H- DEBATS SUR LE BUDGET FRANÇAIS

Inversion des rôles : les socialistes critiquent les prévisions de dépenses de l'équipe Chirac
John Tagliabue, New York Times, 14 mai 2002, page A3

Cet article présente le débat qui oppose les socialistes français au président Jacques Chirac sur la politique budgétaire. Les socialistes affirment que les propositions de dépenses de Chirac vont conduire la Banque centrale européenne (BCE) à augmenter les taux d'intérêt, ce qui créerait davantage de chômage. Les dépenses supplémentaires défendues par Chirac stimuleront la croissance et créeront des emplois. Si un déficit budgétaire plus important peut effectivement contribuer à inciter la BCE à relever rapidement les taux d'intérêt, il n'y a aucune raison de croire que les pertes d'emplois qui résulteront des hausses des taux d'intérêt seront plus importantes que les créations d'emplois qui résulteraient de dépenses supplémentaires.

Il est également important de remarquer que la politique de taux d'intérêt élevé pratiquée par la BCE a été un des facteurs majeurs du déficit



budgétaire en France et ailleurs en Europe. En ralentissant l économie et en mettant les gens au chômage, des taux d intérêt élevés réduisent les recettes fiscales du gouvernement et augmentent les postes de dépenses tels que les allocations chômage. Or, ce qui a notamment permis aux États-Unis de réaliser des économies budgétaires en 1998-2000, c est le faible taux de chômage que l économie a pu atteindre. La BCE maintient en Europe des taux d intérêt plus élevés que ceux défendus par la Fed aux États Unis, même si l Europe a un taux d inflation plus faible et un taux de chômage plus élevé.

Contact pour cet article. Pour s'abonner à Economics Reporting Review, envoyer un message électronique avec "subscribe ERR" en ligne sujet et son adresse email en corps de message à : cepr@cepr.net (lettre d'information en anglais uniquement)

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/indexfr puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Vendredi 31
BELGIQUE BELGIE: Bruxelles
DANMARK : Copenhagen
FRANCE : Thonon – Rouen – Martigues
ITALIA: Firenze
SUISSE SCHWEIZ : Jura
SVERIGE : Stockholm

-- Samedi 01
BELGIQUE BELGIE : Bruxelles
DANAMRK : Odense
DEUTSCHLAND: Hannover
FRANCE: St Jean de Braye – Rennes – Trappes – Amines – Ajaccio – Marseille
ITALIA : Perugia
SVERIGE : Stockholm

-- Dimanche 02
DANMARK: Copenhagen
FRANCE: St Jean de Braye
ITALIA : Trieste

-- Lundi 03
AUSTRIA : Wien
DANMARK: Copenhagen - Blagardens
FRANCE: Orleans – Versailles – Amiens – St Nazaire – Perthuis – Le Thor – Strasbourg
NORGE : Oslo

-- Mardi 04
AUSTRIA : Wien
FRANCE: Nantes – Avignon
NORGE: Oslo
SUISSE SCWEIZ : Lausanne

(*) coorditrad@attac.org est l adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.